

OSEZ VOUS EXPRIMER !

Procédure de dénonciation

CODE



cliquez pour plus d'informations

Le Groupe Vandemoortele (Vandemoortele NV et ses filiales) s'engage à respecter les normes les plus strictes en matière d'intégrité commerciale et de conformité à la législation, ainsi qu'à offrir un environnement de travail sûr à ses collaborateurs et à ses partenaires commerciaux. Nous avons mis en place des lignes directrices et des politiques pour nous assurer que nous respectons ces valeurs dans notre travail quotidien, et nous avons décrit ces valeurs clés dans notre Code de conduite et d'éthique des affaires (**LE « CODE »**).

PROCÉDURE



cliquez pour plus d'informations

Avec cette procédure de dénonciation (**LA « PROCÉDURE »**), nous souhaitons vous encourager et vous fournir des conseils sur la manière de signaler des actes répréhensibles présumés sur le lieu de travail. Nous souhaitons en particulier vous expliquer ce que signifie le terme « dénonciation » et vous indiquer où vous pouvez obtenir de l'aide, qui peut soumettre des signalements concernant des actes répréhensibles présumés et quelle est la procédure de soumission de ces signalements. Nous vous expliquons également comment les signalements seront traités et suivis, ainsi que les garanties mises en place en matière de confidentialité, de protection contre les représailles, de respect de la vie privée et de protection des données à caractère personnel.

Cette procédure remplace la procédure précédente relative au signalement confidentiel de comportements incorrects qui était en vigueur chez Vandemoortele.





GUIDE PRATIQUE POUR SIGNALER LES SOUPÇONS D'ACTES PRÉHENSIBLES SUR LE LIEU DE TRAVAIL

**QUI PEUT
SIGNALER UNE
FAUTE ?**



**QUE POUVEZ-
VOUS
SIGNALER ?**



**OÙ TROUVER
DE L'AIDE ?**



**COMMENT LE
SIGNALEMENT
EST-IL
TRAITÉ ?**



**COMMENT
SUIS-JE
PROTÉGÉ(E) ?**



**COMMENCEZ
LE
SIGNALEMENT !**



CONFIDENTIALITÉ



**PROTECTION DES DONNÉES ET
RESPECT DE LA VIE PRIVÉE**



MODIFICATIONS



DÉNONCIATION



CARACTÉRISTIQUES SPÉCIFIQUES AU PAYS



CONTACT



DÉNONCIATION

Il s'agit de la pratique par laquelle une personne signale volontairement une faute (« **FAUTE** ») sur le lieu de travail, par exemple :

INFRACTIONS PÉNALES



cliquez pour
un exemple

EXEMPLE PRATIQUE

Vous apprenez que Vandemoortele a versé une somme d'argent à une entreprise afin de remporter un appel d'offres.

MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS LÉGALES



cliquez pour
un exemple

EXEMPLE PRATIQUE

Vandemoortele veut créer plus de marge sur un produit. Vous apprenez que pour ce faire, Vandemoortele modifie la composition du produit (p. ex. en changeant les ingrédients d'un produit sans le mentionner sur l'étiquette), ce qui a pour conséquence qu'il ne répond plus aux exigences en matière de sécurité alimentaire et/ou d'étiquetage pour la consommation par les consommateurs.

VIOLATION DES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS, DU CODE, DES POLITIQUES ET DES PROCÉDURES DE LA SOCIÉTÉ



cliquez pour
un exemple

EXEMPLE PRATIQUE

Vous apprenez que Vandemoortele n'a pas enregistré correctement tous ses fonds, actifs et transactions dans ses livres et registres.

QUI PEUT SIGNALER UNE FAUTE ?

LES SIGNALEMENTS PEUVENT ÊTRE SOUMIS PAR TOUTE PERSONNE qui a obtenu des informations sur une Faute dans un contexte professionnel avec Vandemoortele.



FAUTE

Délai

Motif raisonnable

Hors champ d'application

QUE POUVEZ-VOUS SIGNALER ?

La présente procédure s'applique au signalement de toute Faute dans le cadre des activités commerciales de Vandemoortele.

Voici quelques exemples de Fautes pouvant être signalées dans le cadre de la présente procédure :



**INFRACTIONS (PRÉSUMÉES)
AU CODE DE CONDUITE**



**INFRACTIONS AU DROIT DE LA
CONCURRENCE**



CONDUITE NON AUTORISÉE



FRAUDE (FINANCIÈRE)



INFRACTIONS PÉNALES



**INFRACTIONS AUX LOIS ET
RÈGLEMENTS APPLICABLES**



QUE POUVEZ-VOUS SIGNALER ?

LES SIGNALEMENTS PEUVENT PORTER SUR

Faute

DÉLAI

Motif raisonnable

Hors champ d'application



des infractions déjà survenues ;



des infractions imminentes ou anticipées ;



des tentatives d'infraction.



QUE POUVEZ-VOUS SIGNALER ?

Faute

Délai

MOTIF RAISONABLE

Hors champ d'application

Les signalements doivent toujours être faits **DE BONNE FOI**, c'est-à-dire qu'il doit y avoir au moins un motif raisonnable pour effectuer un signalement.

En soumettant un signalement, vous devez raisonnablement croire que les informations et les allégations concernant la Faute présumée sont substantiellement vraies.

Par conséquent, si la Faute n'est pas confirmée par l'enquête, mais s'il y avait effectivement des motifs raisonnables d'effectuer un signalement, aucune autre mesure ne sera prise. Par conséquent, si la Faute n'est pas confirmée par l'enquête, mais s'il y avait effectivement des motifs raisonnables d'effectuer un signalement, aucune autre mesure ne sera prise.



QUE POUVEZ-VOUS SIGNALER ?

Faute

Délai

Motif raisonable

HORS CHAMP D'APPLICATION

Pour éviter toute ambiguïté, cette procédure ne doit en principe **PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES PRÉOCCUPATIONS PERSONNELLES LIÉES AU TRAVAIL** pendant la durée du contrat de travail, telles que des préoccupations ou un mécontentement concernant les salaires, les horaires ou les conditions de travail, des questions interpersonnelles, des risques psychosociaux (tels que le harcèlement, la violence, etc.) ou des évaluations des

Ces problèmes doivent en principe être signalés par les **CANAUx INTERNES HABITUELS**, par exemple en contactant votre supérieur hiérarchique, la personne de confiance ou le département des ressources humaines. Si vous avez des doutes quant à la question de savoir si la divulgation que vous avez l'intention de faire entre dans le champ d'application de la présente procédure, veuillez contacter le département des ressources humaines

Si vous signalez néanmoins ce problème par l'intermédiaire de Speak Up, vous serez **GUIDÉ(E) VERS LA BONNE PERSONNE DE CONTACT**.



PREMIÈRE LIGNE

Deuxième ligne

Anonymat

Modes de signalement

Signalement externe

OÙ TROUVER DE L'AIDE ?

La manière normale de signaler une Faute consiste à informer votre **SUPÉRIEUR DIRECT** ou d'autres représentants de la direction (le cas échéant), comme indiqué dans notre **CODE**.



OÙ TROUVER DE L'AIDE ?

Première ligne

DEUXIÈME LIGNE

Anonymat

Modes de signalement

Signalement externe

En l'absence

- d'un supérieur direct ou autre représentant de la direction (p. ex. pour les personnes dont la relation de travail n'a pas encore commencé), ou
- si vous estimez que le signalement de la Faute à votre supérieur direct ou à toute autre ressource énumérée dans le Code n'est pas approprié ou souhaitable,

Vandemoortele offre la possibilité de signaler la Faute au **RESPONSABLE AFFAIRES JURIDIQUES ET GESTION DES RISQUES**, au **RESPONSABLE RH ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**, au **CHEF DE L'AUDIT INTERNE** ou via un système de signalement en ligne, **SPEAK UP**.



COORDONNÉES



OÙ TROUVER DE L'AIDE ?

Première ligne

Deuxième ligne

ANONYMITY

Modes de signalement

Signalement externe

Vandemoortele garantit la confidentialité des notifications et des informations qu'elles contiennent ainsi que, le cas échéant, votre anonymat.



Notez cependant que si le signalement **INCLUT VOTRE NOM**, cela permettra à l'équipe d'enquêteurs de mener les investigations de manière **PLUS EFFICACE** et de mettre en place les mesures nécessaires pour vous protéger efficacement.



OÙ TROUVER DE L'AIDE ?

Première ligne

Deuxième ligne

Anonymity

MODES DE SIGNALEMENT

Signalement externe



Si vous effectuez un **SIGNALEMENT ORAL**, Vandemoortele peut documenter ce signalement en enregistrant la conversation dans la plateforme Speak Up, à condition que vous acceptiez un tel enregistrement.

Le gestionnaire du dossier peut également rédiger une transcription de la conversation que vous pouvez vérifier, corriger et approuver en la signant, après quoi elle peut être téléchargée dans l'outil Speak Up.



Si vous effectuez un **SIGNALEMENT PAR ÉCRIT**, celui-ci peut également être déposé sur la plateforme Speak Up (voir « **SIGNALEMENT DÉPOSÉ** »).

Les gestionnaires de dossiers recevront des conseils, des instructions et une formation sur la manière dont les signalements doivent être téléchargés dans Speak Up et sur les situations dans lesquelles ils doivent l'être.



Vous pouvez demander une **RENCONTRE PHYSIQUE** qui sera organisée dans un délai raisonnable.

Il est recommandé de fournir autant d'informations que possible sur la Faute, en décrivant clairement les faits, la date à laquelle ils se sont produits, les personnes impliquées et, si possible, en fournissant des preuves.

Première ligne

Deuxième ligne

Anonymity

Modes de signalement

SIGNALEMENT EXTERNE

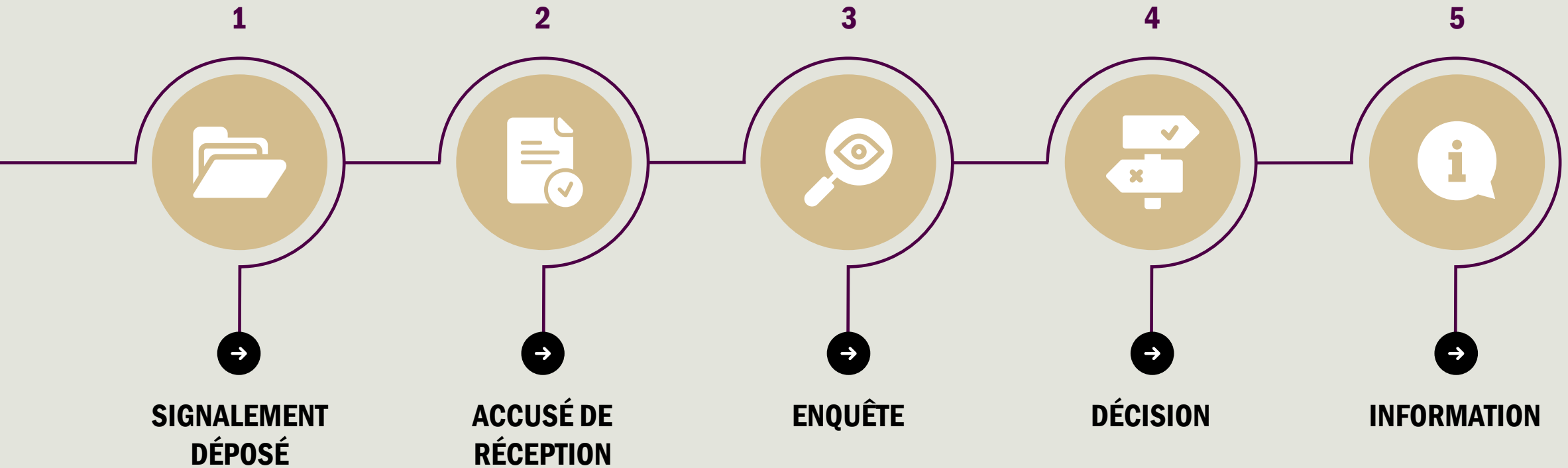
OÙ TROUVER DE L'AIDE ?

L'utilisation des canaux de signalement internes avant de passer par les canaux de signalement externes est encouragée.

Si vous avez des raisons d'effectuer un signalement externe, des informations concernant les procédures de signalement externe aux autorités compétentes et, le cas échéant, aux institutions, organes ou organismes de l'Union européenne, sont disponibles à la section « **CARACTÉRISTIQUES SPÉCIFIQUES AU PAYS** », le cas échéant.



COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?



COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?

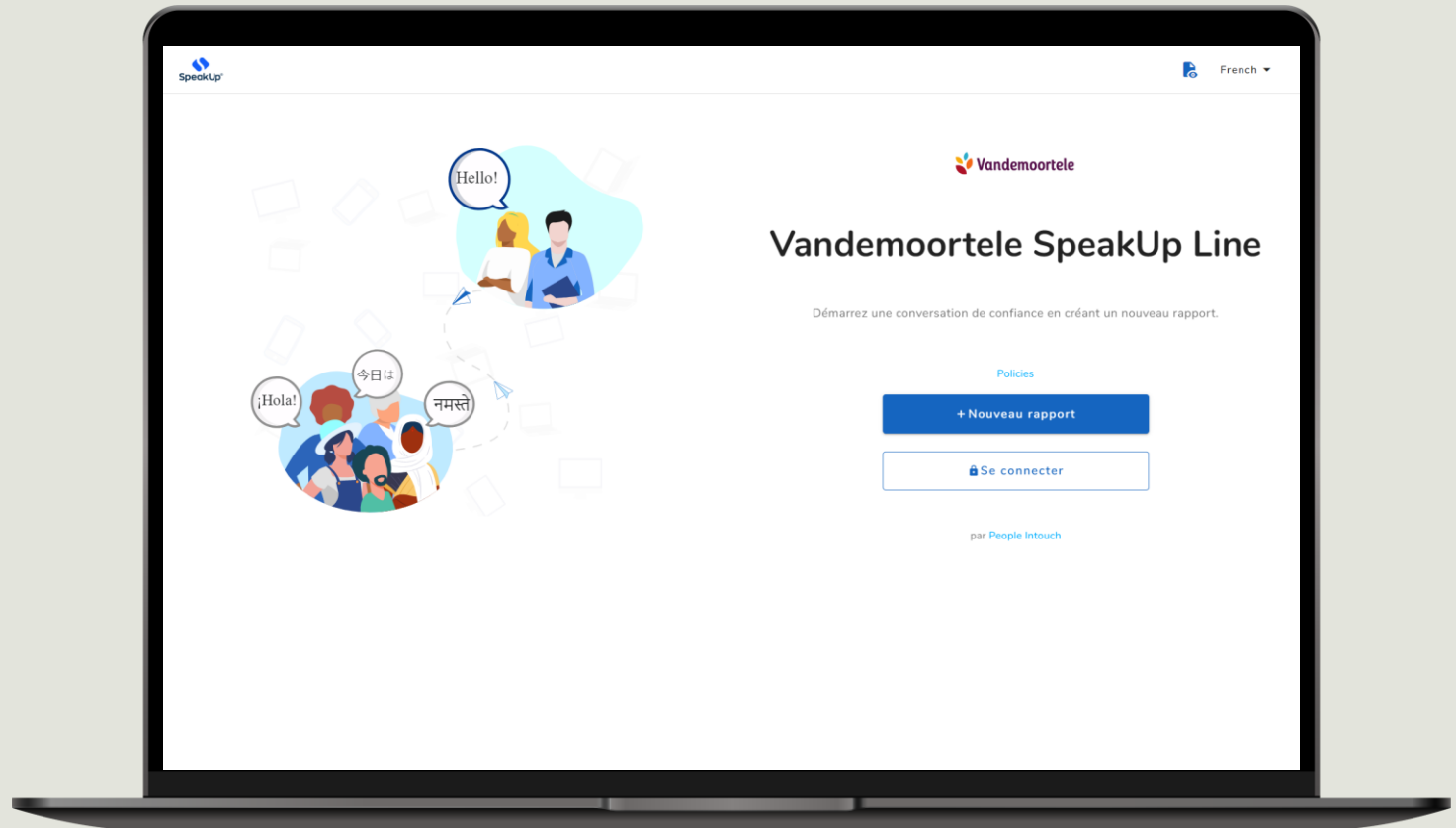


1. SIGNALEMENT DÉPOSÉ

Vous pouvez déposer un signalement par écrit, oralement (en utilisant les coordonnées indiquées ici) ou directement sur la **PLATEFORME SPEAK UP**.

Lorsque vous déposez un signalement par écrit ou oralement auprès d'une personne, cette personne peut déposer - avec vous ou en votre nom - un signalement sur la plateforme Speak Up (de manière nominative ou anonyme).

Lorsque vous effectuez un signalement via la plateforme Speak Up, celui-ci est d'abord envoyé à Philippe Delsaut (Responsable Affaires juridiques et Gestion des risques), Marc Croonen (Responsable RH et Développement durable) et Tomas Gevels (Chef de l'audit interne), qui **ÉVALUENT** alors le type de plainte et **ATTRIBUENT** votre dossier à un gestionnaire de dossier dédié afin de poursuivre l'enquête.



COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?



2. ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Vous recevrez un accusé de réception dans les 7 jours suivant la réception du signalement.

Le gestionnaire du dossier peut demander des **INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES** nécessaires à la conduite de l'enquête.



COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?



3. ENQUÊTE

ENQUÊTE APPROFONDIE

Renvoi

Pas d'enquête

Le gestionnaire du dossier évalue rapidement et discrètement toutes les notifications conformément à la présente Procédure.

Si le gestionnaire du dossier estime que le signalement est valide, il mène une enquête approfondie dans le respect des principes de confidentialité, d'impartialité et d'équité envers toutes les personnes concernées.

Le gestionnaire du dossier peut décider d'impliquer d'autres fonctions selon le principe du besoin d'en connaître dans le cadre de l'enquête.



COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?



3. ENQUÊTE

Enquête approfondie

RENOI

Pas d'enquête

Le gestionnaire du dossier évalue rapidement et discrètement toutes les notifications conformément à la présente Procédure.



Le gestionnaire du dossier peut décider de vous adresser à un service ou à un membre du personnel de Vandemoortele pour le traitement du signalement, lorsqu'il est jugé préférable de traiter le signalement par la voie hiérarchique normale ou par le biais d'une autre procédure interne.

Cela ne sera toutefois le cas que si le service / la personne visé(e) peut assurer le suivi du signalement de manière indépendante.

COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?



3. ENQUÊTE

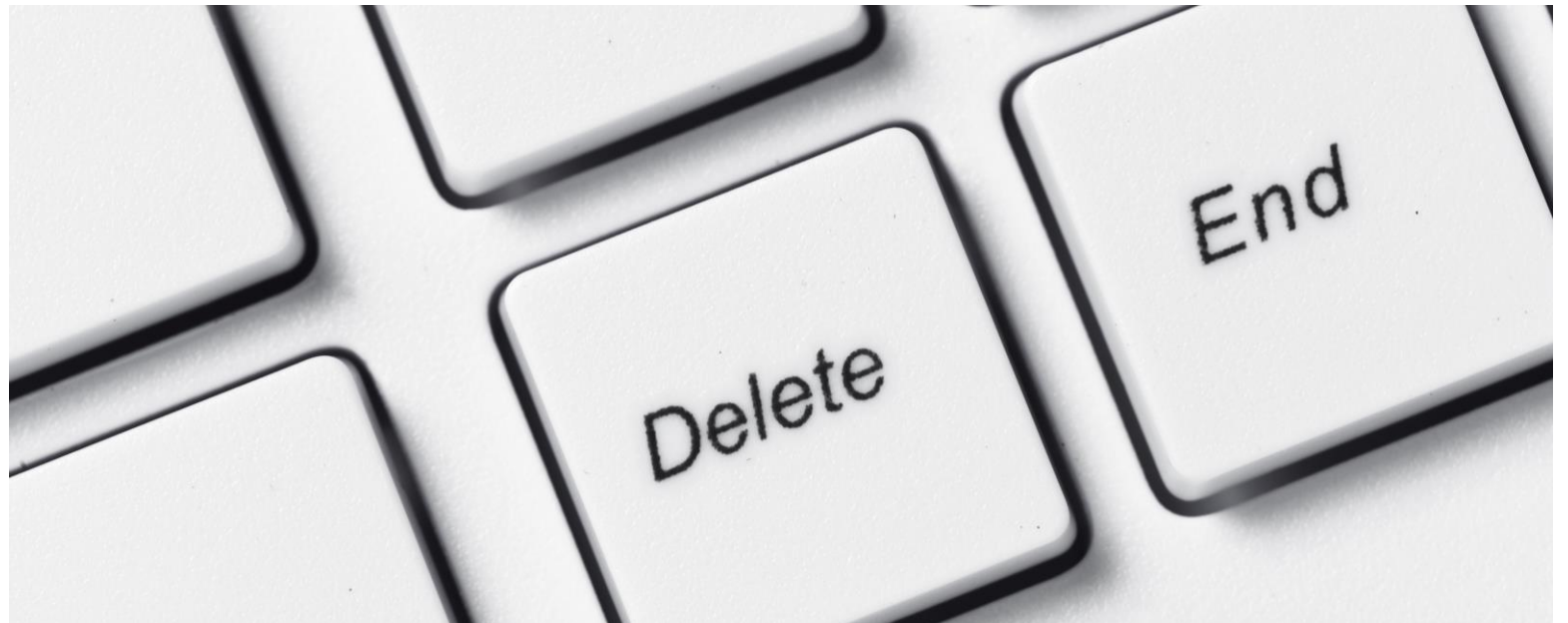
Enquête approfondie

Renvoi

PAS D'ENQUÊTE

Le gestionnaire du dossier évalue rapidement et discrètement toutes les notifications conformément à la présente Procédure.

Dans certaines situations, le gestionnaire du dossier peut décider de ne pas ouvrir d'enquête. Cela peut être le cas, par exemple, lorsqu'il peut être raisonnablement déterminé qu'il s'agit d'une fausse déclaration (délibérée), lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'informations pour l'enquête ou lorsque vous ne répondez pas (de manière adéquate) aux questions visant à obtenir des informations supplémentaires.



COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?



4. DÉCISION

Une fois l'enquête terminée, le responsable du dossier rédigera un signalement final décrivant les faits et la décision finale prise.

- Si la Faute est **AVÉRÉE**, des actions pertinentes seront définies en vue de mettre fin à la Faute et de protéger la société ; ou
- Si l'enquête révèle que les **PREUVES** de la Faute sont **INSUFFISANTES OU INEXISTANTES**, aucune autre mesure ne sera prise.



COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?



5. INFORMATION

CONCLUSION FINALE

Confidentialité

Modification



Le gestionnaire du dossier vous informera de la conclusion finale du signalement et de la décision prise.

En raison d'obligations de confidentialité ou de réglementations régissant la protection de la vie privée, il peut ne pas être possible de vous informer de toutes les mesures spécifiques (d'enquête) prises. En tout état de cause, vous devez traiter toutes les informations que vous recevez sur l'enquête et les mesures prises avec une stricte confidentialité.

Ces informations doivent être fournies dans un délai de **3 MOIS** à compter de l'accusé de réception.

Si possible, le gestionnaire du dossier fournira des informations claires et accessibles sur la procédure de signalement externe à toute autorité compétente.

COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?



5. INFORMATION

Conclusion finale

CONFIDENTIALITÉ

Modification

Le gestionnaire du dossier tiendra un registre de tous les signalements soumis dans Speak Up. Les signalements seront conservés pendant les périodes spécifiées dans la section « Protection des données et de la vie privée ».

Dans le respect de la confidentialité totale conformément à la section « Confidentialité », le Responsable Affaires juridiques et Gestion des risques ainsi que le Comité d'audit de Vandemoortele seront régulièrement informés du nombre de signalements effectués au cours d'une période donnée, de la nature et de l'objet du signalement.



COMMENT LE SIGNALEMENT EST-IL TRAITÉ ?



5. INFORMATION

Conclusion finale

Confidentialité

MODIFICATION

Il peut être décidé de modifier la procédure de manière à ce que le gestionnaire du dossier soit assisté ou remplacé par une ou plusieurs autres personnes en ce qui concerne la réception, le traitement et le suivi des signalements. Si tel est le cas, la présente Procédure sera modifiée conformément à la section « Modifications ».



COMMENT SUIS-JE PROTÉGÉ(E) ?

REPRÉSAILLES

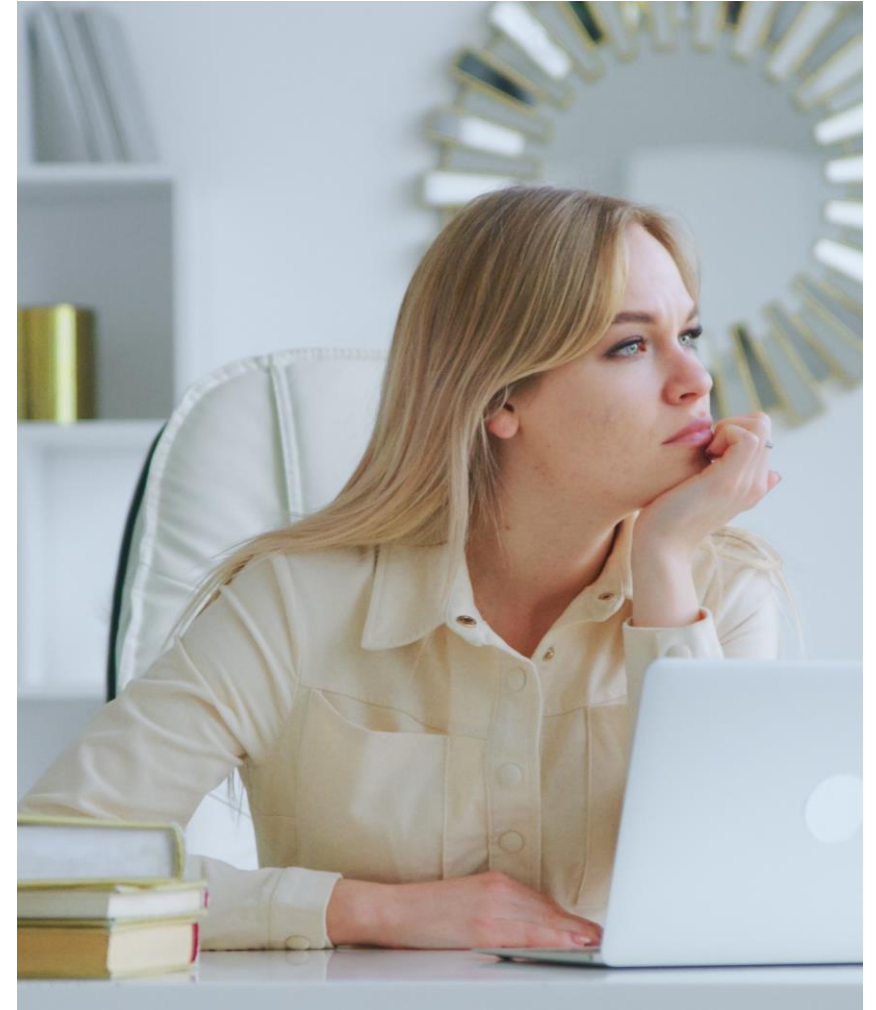
Fausse allégation

Droit de défense

Protection étendue

Si vous avez soumis un signalement de bonne foi, vous ne ferez jamais l'objet d'une quelconque mesure de représailles (menaces ou tentatives de représailles) qui vous cause ou pourrait vous causer un préjudice injustifié en raison du signalement, telle que (sans s'y limiter) une suspension, une mise à pied, un licenciement, une rétrogradation, un refus de promotion, un transfert de fonctions, un changement de site, une réduction de salaire, une évaluation négative des performances, une pénalité, une coercition, une intimidation, un harcèlement, une discrimination, un traitement injuste, une atteinte à la réputation, une mise à l'index ou toute autre forme de représailles.

Les plaintes pour représailles sont prises très au sérieux. Toutes ces plaintes seront examinées rapidement et, le cas échéant, feront l'objet d'une enquête. Consultez la section « Caractéristiques spécifiques au pays » pour connaître les **RECOURS SPÉCIFIQUES AU PAYS** qui pourraient s'appliquer à votre cas.



Représailles

FAUSSES ALLÉGATIONS

Droit de défense

Protection étendue

COMMENT SUIS-JE PROTÉGÉ(E) ?

Si l'enquête montre que vous n'avez pas fait le signalement de bonne foi (p. ex. lorsque le signalement contient des allégations fausses et non fondées ou qu'il est fait dans le seul but de diffamer ou de porter préjudice à autrui), Vandemoortele peut prendre des **MESURES DISCIPLINAIRES ET/OU JURIDIQUES** appropriées à votre rencontre.



Représailles

Fausse allégation

DROIT DE DÉFENSE

Protection étendue

COMMENT SUIS-JE PROTÉGÉ(E) ?



Vandemoortele informera le plus rapidement possible la personne soupçonnée d'avoir commis une irrégularité ou une infraction de l'existence d'un signalement et des faits qui lui sont reprochés. La notification sera effectuée dans un délai raisonnable. La communication peut être reportée dans des circonstances exceptionnelles (p. ex. lorsqu'il y a un risque de destruction de preuves).

Veuillez noter que la personne soupçonnée d'avoir commis une Faute jouit pleinement du droit à un recours effectif et à un procès équitable, ainsi que de la **PRÉSUMPTION D'INNOCENCE**. Vandemoortele respecte à tout moment les droits de défense, y compris le droit d'être entendu et le droit d'accéder au dossier à charge (tout en protégeant en même temps les droits des personnes à l'origine du signalement).

Représailles

Fausse allégation

Droit de défense

PROTECTION ÉTENDUE

COMMENT SUIS-JE PROTÉGÉ(E) ?

Les mesures de protection prises par Vandemoortele s'appliquent à vous ainsi qu'aux **PERSONNES SUSCEPTIBLES DE SUBIR DES REPRÉSAILLES** dans un contexte professionnel en vous aidant, par exemple les facilitateurs (confidents du comité d'entreprise), les tiers liés à vous tels que les collègues ou les parents, et les entités juridiques que vous possédez, pour lesquelles vous travaillez ou avec lesquelles vous êtes lié(e) d'une manière ou d'une autre.



DISCRÉTION

Information

CONFIDENTIALITÉ



Vandemoortele traite tous les signalements et toutes les communications relatives à un signalement avec la plus grande **DISCRÉTION**, que le signalement soit anonyme ou non. Il est toutefois important de se rappeler que vous, en tant qu'auteur d'un signalement, avez également une obligation de confidentialité pendant le traitement de votre signalement.

Discrétion

INFORMATION

CONFIDENTIALITÉ

Les informations reçues concernant une Faute, votre identité ou l'identité de la personne soupçonnée d'avoir commis une irrégularité ou une infraction, ne seront partagées avec personne d'autre que le personnel autorisé (autre que la personne responsable de la réception de votre signalement et le(s) gestionnaire(s) du dossier) compétent pour assurer le suivi des signalements et des questions qui y sont soulevées, à moins que vous n'ayez donné votre consentement explicite préalable à ce que ces informations soient partagées avec quelqu'un d'autre.

Une exception sera faite si la législation prévoit la divulgation obligatoire à une autorité nationale ou la divulgation à une autorité judiciaire **DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE**. Si une telle divulgation est nécessaire, vous en serez informé(e) au préalable, sauf si cette information risque de compromettre l'enquête ou la procédure en cours. En outre, dans ce cas, seules les données strictement nécessaires au respect de la législation seront partagées.



PROTECTION DES DONNÉES ET RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Tout traitement de données personnelles par une entité de Vandemoortele à la suite d'un signalement de Faute conformément à la Procédure doit être conforme à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et est soumis à **l'AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**.

RÉSUMÉ



DOCUMENT COMPLET



PROTECTION DES DONNÉES ET RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : RÉSUMÉ

VANDEMOORTELE NV ET VOTRE EMPLOYEUR SONT RESPONSABLES, EN TANT QUE CONTRÔLEUR DES DONNÉES, du traitement des données personnelles collectées dans le cadre des signalements soumis. Il peut s'agir des faits de la Faute, de la date de l'incident, des données d'identification personnelle des personnes impliquées (à la fois la ou les personnes qui soumettent le signalement et la ou les personnes concernées) et de tout élément de preuve éventuel de la Faute.

Les données personnelles relatives aux signalements considérés comme non fondés seront supprimées immédiatement après la fin de l'enquête. Les données personnelles relatives aux signalements de préoccupations légitimes seront supprimées dans un délai raisonnable après la fin de l'enquête, mais au plus tard après huit semaines, à moins qu'une action disciplinaire ou une procédure judiciaire ne soit engagée contre l'accusé ou le collaborateur qui a fait un signalement de mauvaise foi. Dans ce cas, les données sont effacées dans un délai d'un an après la conclusion de l'action disciplinaire ou de la procédure judiciaire et/ou l'expiration du délai de recours.



LES PERSONNES CONCERNÉES PEUVENT EXERCER LEURS DROITS EN VERTU DU RGPD en envoyant un e-mail à privacy@vandemoortele.com

MODIFICATIONS

La présente politique ne fait pas partie d'un contrat de travail ou d'un autre contrat de prestation de services et Vandemoortele a le droit de **MODIFIER LA PRÉSENTE PROCÉDURE** de temps à autre afin de garantir le respect des obligations légales pertinentes ou en cas de changements dans le processus interne. Les versions modifiées seront clairement communiquées par les canaux appropriés, en indiquant la date de la modification.



CARACTÉRISTIQUES SPÉCIFIQUES AU PAYS

BELGIQUE

CHAMP D'APPLICATION

La législation belge sur la dénonciation a un champ d'application plus large que la directive européenne. Outre les infractions visées par la Directive, la législation belge couvre également de manière spécifique les signalements concernant la fraude fiscale et la fraude sociale..

SIGNALEMENTS EXTERNES

De plus amples informations sur les possibilités de signalements externes sont disponibles [ici](#).

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

CHAMP D'APPLICATION

La législation tchèque sur la dénonciation a un champ d'application plus large que la directive européenne. Elle couvre tous les signalements concernant des actes illégaux potentiels qui présentent les caractéristiques d'une infraction pénale et enfreignent la loi tchèque sur les dénonciateurs, ou d'autres lois tchèques ou européennes dans les domaines définis par la loi tchèque sur les dénonciateurs (y compris la fourniture de services financiers, la protection des consommateurs, etc.).

SIGNALEMENTS EXTERNES

De plus amples informations sur les possibilités de signalements externes sont disponibles [ici](#).

FRANCE

CHAMP D'APPLICATION

Le champ d'application de la législation française sur la dénonciation est plus étendu que celui de la directive européenne, car il couvre tous les signalements concernant un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international dûment ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, ou de la loi ou du règlement.

SIGNALEMENTS EXTERNES

De plus amples informations sur les possibilités de signalements externes sont disponibles [ici](#).

COUNTRY SPECIFIC FEATURES

PAYS-BAS

CHAMP D'APPLICATION

La législation néerlandaise sur la dénonciation a un champ d'application plus large que la directive européenne. Outre les infractions visées par la Directive, la législation néerlandaise couvre également les signalements concernant des actes et des omissions dans lesquels l'intérêt public est en jeu et qui (i) constituent actuellement ou ont constitué une violation des dispositions légales (y compris les obligations internes établies par les employeurs sur la base des dispositions légales) et/ou (ii) mettent actuellement ou ont mis en danger la santé publique, la sécurité des personnes, l'environnement ou le bon fonctionnement du gouvernement ou de la société.

PROTECTION SUPPLÉMENTAIRE

La législation néerlandaise prévoit la possibilité pour les dénonciateurs de demander à l'Autorité des dénonciateurs (Huis voor klokkenluiders) de mener une enquête sur la manière dont le dénonciateur a été traité par l'employeur à la suite de son signalement.

SIGNALEMENTS EXTERNES

De plus amples informations sur les possibilités de signalements externes sont disponibles ici :

- [Autorité néerlandaise pour les consommateurs et les marchés](#)
- [Autorité néerlandaise pour les marchés financiers](#)
- [Autorité néerlandaise de protection des données](#)
- [Banque centrale néerlandaise](#) (De Nederlandsche Bank)
- [Inspection de la santé et de la protection de la jeunesse](#)
- [Autorité néerlandaise des soins de santé](#)
- [Autorité pour la sûreté nucléaire et la radioprotection](#)

[L'Autorité néerlandaise de dénonciation](#) a été désignée comme l'autorité compétente pour traiter les signalements externes si aucune autre autorité spécifique n'est compétente ou, si une autre autorité est compétente, si cette dernière ne traite pas le signalement de manière appropriée.



DES QUESTIONS ?

Emma Ottoy

Conseiller juridique

emma.ottoy@vandemoortele.com



COORDONNÉES



RESPONSABLE AFFAIRES JURIDIQUES ET GESTION DES RISQUES



- Par écrit (peut être fait de manière anonyme) : À l'attention du Responsable Affaires juridiques et Gestion des risques, **Philippe Delsaut**, Vandemoortele NV
Ottergemsesteenweg Zuid 816 - 9000 Ghent, Belgique
- Par e-mail (l'anonymat ne peut être préservé à l'égard du Responsable Affaires juridiques et Gestion des risques) philippe.delsaut@vandemoortele.com

RESPONSABLE RH ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

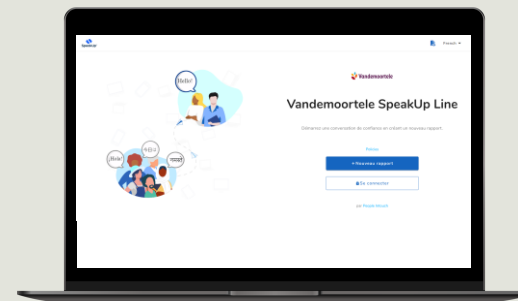


- Par écrit (peut être fait de manière anonyme) : À l'attention du Responsable RH et Développement durable, **Marc Croonen**, Vandemoortele NV
Ottergemsesteenweg Zuid 816 - 9000 Ghent, Belgique
- Par e-mail (l'anonymat ne peut être préservé à l'égard du Responsable RH et Développement durable) marc.croonen@vandemoortele.com

CHEF DE L'AUDIT INTERNE



- Par écrit (peut être fait de manière anonyme) : À l'attention du Chef de l'audit interne, **Tomas Gevels**, Vandemoortele NV
Ottergemsesteenweg Zuid 816 - 9000 Ghent, Belgique
- Par e-mail (l'anonymat ne peut être préservé à l'égard du Chef de l'audit interne) tomas.gevels@vandemoortele.com



Déposez un signalement en ligne à l'aide de notre outil « SPEAK UP » (peut également être effectué de manière anonyme).

**VERS LA
PLATEFORME**





FAUTE

**Infractions ou suspicions d'infractions
au code de conduite de Vandemoortele
et aux autres politiques et procédures
du Groupe Vandemoortele**

EXEMPLE PRATIQUE

Vous apprenez que Vandemoortele n'a pas enregistré correctement tous ses fonds, actifs et transactions dans ses livres et registres.



FAUTE



**Comportements non autorisés qui
sont également interdits par la loi, tels que,
mais sans s'y limiter, la discrimination.**

EXEMPLE PRATIQUE

Vous êtes candidat(e) à un poste vacant chez Vandemoortele. Vous apprenez que Vandemoortele a mis fin à votre procédure de sélection après avoir appris que vous étiez d'origine différente.



FAUTE

**Infractions pénales, telles que,
sans s'y limiter, le vol,
les pots-de-vin ou la corruption.**

EXEMPLE PRATIQUE

Vous apprenez que Vandemoortele a versé une somme d'argent à une entreprise afin de remporter un appel d'offres.



FAUTE



Infractions au droit de la concurrence, telles que, sans s'y limiter, des accords de fixation des prix avec des concurrents, l'échange d'informations sensibles sur les prix avec des concurrents.

EXEMPLE PRATIQUE

Vous apprenez qu'un collaborateur de Vandemoortele discute des prix avec un ancien camarade de classe qui travaille pour un concurrent.



FAUTE



**Fraude (financière), telle que, sans s'y limiter,
la manipulation comptable, la lutte contre le blanchiment
d'argent, le détournement de fonds de l'entreprise,
le non-respect des procédures d'audit interne.**

EXEMPLE PRATIQUE

Vous apprenez qu'un manager de Vandemoortele prend des fournitures de Vandemoortele pour son usage personnel (p. ex. pour un projet personnel de boulangerie).



FAUTE



Infractions aux lois et réglementations applicables, telles que, mais sans s'y limiter, la protection de l'environnement, la sécurité et la conformité des produits, la protection des consommateurs, la fiscalité des entreprises, la protection des données personnelles et de la vie privée, etc.

EXEMPLE PRATIQUE

Vandemoortele veut créer plus de marge sur un produit. Vous apprenez que pour ce faire, Vandemoortele modifie la composition du produit (p. ex. en changeant les ingrédients d'un produit sans le mentionner sur l'étiquette), ce qui a pour conséquence qu'il ne répond plus aux exigences en matière de sécurité alimentaire et/ou d'étiquetage pour la consommation par les consommateurs.



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

(version 11/10/2022)

PROTECTION DES DONNÉES

Identité et coordonnées

Traitement des données personnelles

Sécurité du traitement

Droits en matière de protection des données

Mises à jour

Vandemoortele s'engage à garantir la protection de votre vie privée. Toutes les données personnelles que nous obtenons à la suite d'un signalement de Faute conformément à la Procédure de dénonciation de Vandemoortele (la « Procédure ») sont traitées dans le respect de la législation applicable en matière de protection des données, en particulier le Règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016 (« **RGPD** »), ainsi que le présent Avis de confidentialité.

Le présent Avis de confidentialité fournit de plus amples informations sur les données personnelles que nous traitons, les raisons pour lesquelles nous les traitons, la manière dont nous obtenons les données, la durée de conservation des données et les personnes avec lesquelles nous les partageons.





AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

IDENTITÉ ET COORDONNÉES

Traitement des données
personnelles

Sécurité du traitement

Droits en matière de
protection des données

Mises à jour

Les entités juridiques suivantes sont considérées comme des responsables conjoints du traitement de vos données personnelles :

Vandemoortele NV et, dans le cas où vous êtes un collaborateur, l'entité agissant en tant qu'employeur.



Si vous avez **DES QUESTIONS CONCERNANT LE TRAITEMENT DE VOS DONNÉES PERSONNELLES**, vous pouvez toujours nous contacter par e-mail : privacy@vandemoortele.com



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ



Protection des données

Identité et coordonnées

**TRAITEMENT DES DONNÉES
PERSONNELLES**

Sécurité du traitement

Droits en matière de
protection des données

Mises à jour



Vous trouverez ci-dessous de plus amples informations sur les **CATÉGORIES DE DONNÉES PERSONNELLES** que nous traitons dans le cadre des rapports de dénonciation et de leur suivi, sur les raisons pour lesquelles nous traitons ces données personnelles, sur la manière dont nous obtenons les données, sur la durée de conservation des données et sur les personnes avec lesquelles nous les partageons.

Conformément à notre Procédure, nous pouvons traiter les faits relatifs à la Faute, la date de l'incident, les données d'identification personnelle des personnes impliquées (tant vous que la ou les personnes concernées) et toute preuve éventuelle de la Faute.

Ces données nous permettent d'assurer un suivi efficace d'un signalement de Faute conformément à la procédure.



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

Identité et coordonnées

**TRAITEMENT DES DONNÉES
PERSONNELLES**

Sécurité du traitement

Droits en matière de
protection des données

Mises à jour

La base juridique de ce traitement est notre intérêt légitime, conformément à la législation de l'UE sur la dénonciation, d'établir un **CANAL DE SIGNALEMENT INTERNE** pour signaler toute préoccupation concernant des irrégularités et des infractions réelles ou présumées, de manière confidentielle et, si souhaité, anonyme, tout en restant protégé contre les représailles (art. 6, §1, (f) RGPD).

Nous obtenons de votre part les données personnelles relatives à la Faute commise. En outre, à la suite d'un signalement de Faute, des informations complémentaires (y compris des données personnelles) peuvent être obtenues auprès de **TIERS** au cours de l'enquête, conformément à la Procédure.



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

Identité et coordonnées

**TRAITEMENT DES DONNÉES
PERSONNELLES**

Sécurité du traitement

Droits en matière de
protection des données

Mises à jour



Nous supprimons toutes les données personnelles relatives aux signalements considérés comme infondés immédiatement **APRÈS LA CLÔTURE DE L'ENQUÊTE**. Les données personnelles relatives aux signalements de préoccupations légitimes seront supprimées dans un délai raisonnable après la fin de l'enquête, mais au plus tard après huit semaines, à moins qu'une action disciplinaire ou une procédure judiciaire ne soit engagée contre l'accusé ou le collaborateur qui a fait un signalement de mauvaise foi. Dans ce cas, les données sont effacées dans un délai d'un an après la conclusion de l'action disciplinaire ou de la procédure judiciaire et/ou l'expiration du délai de recours.



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

Identité et coordonnées

**TRAITEMENT DES DONNÉES
PERSONNELLES**

Sécurité du traitement

Droits en matière de
protection des données

Mises à jour

Nous ne partageons les données personnelles susmentionnées avec **NOS CONSEILLERS EXTERNES**, tels que les avocats et les collaborateurs internes, que dans la mesure nécessaire au suivi du signalement et des questions qui y sont soulevées. En outre, dans le cadre d'une divulgation exigée par la loi, nous pouvons également partager les données personnelles avec une autorité nationale compétente ou une autorité judiciaire dans le cadre d'une enquête. Si une telle divulgation est nécessaire, vous en serez informé(e) au préalable, sauf si cette information risque de compromettre l'enquête ou la procédure.



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

Identité et coordonnées

Traitement des données
personnelles

SÉCURITÉ DU TRAITEMENT

Droits en matière de
protection des données

Mises à jour



Nous nous engageons à garantir la sécurité de vos données personnelles. Nous avons donc mis en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la **CONFIDENTIALITÉ DE VOS DONNÉES PERSONNELLES**.

En d'autres termes, seuls les destinataires autorisés d'un signalement ont accès à celui-ci dans l'outil de signalement. En outre, le(s) gestionnaire(s) du dossier traite(nt) le signalement de manière confidentielle et dans le respect de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles. Plus précisément, les données personnelles obtenues par le biais d'un signalement et de l'enquête qui s'ensuit ne seront utilisées que pour enquêter sur le signalement et, le cas échéant, pour prendre des mesures en réponse au signalement reçu.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

Identité et coordonnées

Traitement des données
personnelles

SÉCURITÉ DU TRAITEMENT

Droits en matière de
protection des données

Mises à jour

En outre, nous avons mis en œuvre des **MESURES** techniques et organisationnelles **POUR PROTÉGER VOS DONNÉES** contre la destruction accidentelle et illégale, la perte, l'altération, la divulgation et l'accès non autorisés.

Nous avons pris les dispositions contractuelles nécessaires avec les tiers avec lesquels nous travaillons et nous ne transférerons pas vos données personnelles en dehors de l'Espace économique européen sans nous assurer que vos données bénéficient d'un niveau de protection équivalent dans ce pays.



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

Identité et coordonnées

Traitement des données
personnelles

Sécurité du traitement

**DROITS EN MATIÈRE DE
PROTECTION DES DONNÉES**

Mises à jour

Vous pouvez toujours nous contacter pour exercer les droits suivants :

1

Le droit d'obtenir plus d'informations sur le test de mise en balance que nous avons effectué dans le cadre de notre intérêt légitime

4

Le droit de demander la limitation du traitement de vos données personnelles

2

Le droit de demander l'accès à vos données personnelles et la rectification de celles-ci

5

Le droit de vous opposer au traitement de vos données

3

Le droit de demander l'effacement de vos données personnelles

6

Le dépôt d'une plainte si vous estimez que nous n'agissons pas conformément aux lois applicables en matière de protection des données. Vous pouvez également déposer une plainte auprès de l'autorité belge de protection des données.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

Identité et coordonnées

Traitement des données
personnelles

Sécurité du traitement

**DROITS EN MATIÈRE DE
PROTECTION DES DONNÉES**

Mises à jour



Il convient de noter que la présente Procédure sert également un objectif important d'intérêt public général de l'UE et des États membres. La protection efficace de la confidentialité de l'identité des personnes faisant l'objet d'un signalement est nécessaire à la protection des droits et libertés d'autrui. Par conséquent, le cas échéant, l'exercice de certains droits à la protection des données des personnes concernées peut être limité conformément à l'article 23 du **RGPD** dans la mesure où et aussi longtemps qu'il est nécessaire de prévenir et de traiter les tentatives visant à empêcher le signalement ou à entraver, faire échouer ou ralentir le suivi, en particulier les enquêtes, ou les tentatives visant à découvrir votre identité.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

Identité et coordonnées

Traitement des données
personnelles

Sécurité du traitement

**DROITS EN MATIÈRE DE
PROTECTION DES DONNÉES**

Mises à jour

Conformément à la raison d'être de la Procédure, il convient de noter que ce n'est que dans des **CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES**, qui seront strictement évaluées, et sous réserve de garanties appropriées, qu'il est possible de divulguer votre identité a) lorsque vous avez consenti à une telle divulgation ; ou b) lorsqu'il s'agit d'une obligation nécessaire et proportionnée en vertu du droit de l'Union ou du droit national dans le cadre d'enquêtes menées par les autorités ou de procédures judiciaires, en particulier pour sauvegarder les droits de la défense des personnes concernées. La protection de la confidentialité ne s'applique pas si vous avez intentionnellement révélé votre identité dans le cadre d'une divulgation publique.

Nous respectons tous les droits relatifs à vos données personnelles dont vous bénéficiez en vertu de la législation applicable et, par conséquent, nous répondrons toujours à votre demande comme l'exige la loi.

À des fins d'identification, nous pouvons vous demander une copie du recto de votre carte d'identité. Nous vous demandons de retirer la photo de votre carte d'identité.

Vous pouvez nous contacter par e-mail :



PRIVACY@VANDEMOORTELE.COM





AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Protection des données

Identité et coordonnées

Traitement des données
personnelles

Sécurité du traitement

Droits en matière de
protection des données

MISES À JOUR

Le présent Avis de confidentialité peut être modifié de temps à autre, dans les limites des lois applicables en matière de protection des données. Grâce à notre outil de signalement, vous pouvez toujours avoir **ACCÈS À LA VERSION LA PLUS RÉCENTE.**

